

De la Libye à la Syrie, une liberté à arracher au prix fort

Antoine Basbous

Le directeur de l'Observatoire des pays arabes se demande dans quelle mesure la révolution libyenne peut servir de modèle aux autres peuples du monde arabe.

L'année 2011 est l'annus horribilis des dictateurs arabes et un rendez-vous avec l'espoir pour des peuples qui aspirent à un avenir meilleur par l'éclosion de véritables démocraties et l'avènement de l'État de droit. Avec la chute imminente de Kadhafi, nous assistons à l'effondrement de la pire des dictatures arabes. Le « futur ex »-Guide libyen ne paradera pas à Tripoli pour le quarante-deuxième anniversaire de son coup d'État, le 1^{er} septembre, et des millions de Libyens pourront fêter dignement et avec un bonheur absolu la fête de l'Aïd qui correspond à cette même date.

En Tunisie et en Égypte, les peuples ont renversé leur tyran avec la complicité active de leurs armées et sans aucune intervention étrangère. En Libye, Kadhafi avait concentré le pouvoir entre ses mains et celles de ses fils en privant le pays de Constitution et d'institutions. Aussi le soulèvement du peuple aurait-il été promptement et sévèrement mâté si les Libyens n'avaient pas appelé la communauté internationale au secours. La Ligue arabe puis le Conseil de sécurité de l'ONU ont répondu présent.

La France, qui a eu le courage politique de prendre l'initiative, en

bombardant, dès le 19 mars, une colonne des forces de Kadhafi se dirigeant vers Benghazi pour écraser l'insurrection, ne peut que se réjouir d'avoir remporté son pari et peut désormais s'associer à la joie des Libyens libérés de leur tyran. Sans cette intervention unilatérale, la résolution 1973 (adoptée le 17 mars) aurait pu rester lettre morte, car le temps de latence entre la coordination des frappes de l'Otan et leur mise en œuvre aurait permis aux chars d'écraser Benghazi, rendant leur ciblage difficile, avec un sérieux risque de dommages collatéraux.

Paris a tout intérêt à ce que son « voisin » de la rive sud de la Méditerranée accède à la démocratie et à la stabilité, et devienne ainsi un partenaire de premier plan de l'Europe ; d'autant plus que la Libye est le pays d'Afrique le plus riche en pétrole. Elle dispose par ailleurs de près de 200 milliards de dollars de réserves susceptibles d'en faire un véritable Eldorado nord-africain, satisfaisant les aspirations légitimes de sa population à la prospérité, et contribuant à en faire un rempart contre le terrorisme et l'immigration clandestine.

Il convient toutefois de garder la tête froide devant cette perspective : la page qui s'ouvre aujourd'hui présente de nombreux défis à relever et reste chargée d'incertitudes ; un pays ne passe pas d'une dictature absolue à un État de droit du jour au lendemain. La transition peut s'avérer difficile dans un État sans institutions. L'après-Kadhafi pourrait ainsi être marqué par une multiplication de conflits au sein des forces victorieuses : entre les politiques et les militaires du Conseil national de transition ; entre les partisans de la modernité et les tenants d'un islamisme radical,

surtout s'ils comptent collaborer avec Aqmi ou al-Qaida. S'il est adopté par tous, le pluralisme sera le garant de la stabilité de la future Libye.

Les derniers « ratés » du CNT, dont l'évasion d'un fils de Kadhafi placé en résidence surveillée et la fausse capture d'un autre, cruellement démentie par l'apparition de l'intéressé à la télévision, montrent à quel point cette jeune formation manque d'expérience, de maturité et d'encadrement. Ce qui n'enlève rien à ses mérites d'avoir eu le cran d'affronter un

La transition peut s'avérer difficile dans un État sans institutions. L'après-Kadhafi pourrait ainsi être marqué par une multiplication de conflits au sein des forces victorieuses

dictateur aussi cruel et de se préparer à la relève. Les appels de ses dirigeants à la clémence envers les vaincus et au respect de leurs droits les honorent.

Mais pendant que ce pays accède à une liberté payée au prix fort, d'autres peuples arabes luttent pour arracher la leur. À l'est de la mer Noire, les Syriens se battent avec acharnement pour renverser la dictature héréditaire des Assad qui fêtera bientôt ses quarante et un ans de pouvoir. Là aussi, les institutions sont réduites à leur plus simple expression et le pouvoir confisqué par les frères Assad, leur beau-frère et cousin, ce dernier contrôlant à lui seul 60 % de l'économie. Ici, le peuple n'appelle pas au secours et les puissances étrangères ne sont pas pressées d'intervenir, d'autant plus qu'ils peuvent invoquer les veto russe et chinois au Conseil de sécurité. C'est avec un courage remarquable

que le peuple syrien affronte un régime de terreur qui dispose de capacités géopolitiques majeures : la sainte alliance avec l'Iran et le Hezbollah, l'entretien de réseaux terroristes plus performants qui font trembler plus d'une capitale... Mais la Syrie de plus en plus isolée et la Ligue arabe commence à donner de la voix. Combien de temps cette situation sera encore tenable ?

Les dictateurs doivent enfin savoir qu'ils ne pourront pas rester indéfiniment réfractaires à l'irrésistible soif de liberté qui s'empare de

peuples. Le bon « virus » nord-africain peut contaminer d'autres pays de cette région et traverser la Méditerranée Rouge pour ébranler des monarchies dans le Golfe, s'ils n'engageaient de véritables réformes, auxquelles les largesses sociales ne pourront mais pallier.

Dix ans après les attaques du 11 septembre 2001, les peuples arabes rejoignent les valeurs universelles de liberté et de démocratie. Mais il n'est pas dit que les initiateurs des révolutions en cours - issus d'une génération éduquée, ouverte sur le monde et branchée sur Internet - soient les premiers bénéficiaires. Les islamistes restent en embuscade, leur poids ne peut être ignoré. Mais le doute, la communauté internationale se doit de soutenir et d'accompagner les aspirations légitimes des peuples arabes à la démocratie et à l'instauration d'États de droit.